

## **CERCLE D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'ARRONDISSEMENT DE ROUEN**

-----

### **COMPTE-RENDU MORAL ET MATERIEL DE LA GRÈVE DE SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN**

-----

Tous les travailleurs, à qui le Cercle a fait appel (1), se souviennent que nos camarades de Sotteville-lès-Rouen, avaient été obligés, pour sauvegarder et leur dignité, et leur salaire de se mettre en grève par suite d'un abaissement considérable du prix de la main d'œuvre, imposé par le Directeur de l'établissement de tissage de calicot de M. Bertel, manufacturier et maire de ladite commune.

Jusqu'alors chaque fois, dans nos contrées, qu'un chef d'établissement annonçait à ses ouvriers qu'il était dans l'intention de diminuer ses prix de main-d'œuvre, les ouvriers avaient coutume, comme les serfs du moyen âge, de coucher l'oreille, et, sans oser articuler aucunes plaintes continuaient de travailler aux conditions nouvelles imposées par le baron industriel.

Fort heureusement que depuis quatre ans de nouvelles lois sont venues relever la dignité du travailleur en lui permettant d'opposer, aux exigences du monopole, la force numérique de ses intérêts. Pour la première fois, à Rouen, une poignée de tisseurs, ne réfléchissant pas que le travail, pour lutter, avait, comme le capital, besoin de s'organiser, croyant qu'il suffisait d'être confiants dans leur droit, ont refusé de continuer leur travail aux conditions onéreuses qui leur étaient offertes, et comptant sur le concours des ouvriers des autres établissements, se sont d'abord adressés à ceux-ci; mais, s'apercevant qu'ils avaient accepté le combat sans être armés, sont alors venus trouver le *Cercle d'études économiques de l'arrondissement* qui par ses relations avec les sociétés ouvrières de l'Europe, était à même de pouvoir faire accepter la lutte.

Dans cet espoir, les ouvriers tisseurs se sont adressés à nous et nous nous sommes empressés de leur faire comprendre qu'en cette circonstance on devait agir avec plus de circonspection, c'est-à-dire qu'avant de pouvoir assurer son salaire contre les brusques attaques du monopole, il était indispensable, nécessaire même, de fonder préalablement des sociétés de prévoyance en vue de sauvegarder les intérêts communs de la profession.

C'est ce que le Cercle appelle organiser les forces éparses du travail d'une profession en *corporation* comme le mot l'indique, faire corps, n'être qu'un, afin de mieux résister aux coups terribles du bélier industriel connu sous le nom de concentration financière, ou association de capitaux pour fonder les grands établissements qui casernent aujourd'hui l'ouvrier moderne, dans le but de rendre plus facile l'application de l'une des plus grandes forces économiques, appelée division du travail.

Néanmoins le Cercle s'empressa d'adresser un appel à tous les ouvriers et Sociétés ouvrières adhérents, ainsi qu'aux institutions de solidarité avec lesquelles il est en relation en France et sur le continent, comme le dit notre rapport sur les travaux du Cercle et le compte rendu qui fait suite au présent exposé.

Les premiers répondirent aussitôt, et les autres pays annoncèrent par lettre qu'ils organisaient les souscriptions. Les ouvriers de la Grande-Bretagne, tout entière, répondirent au Cercle par les soins du *Conseil général de l'Internationale*, que le comité des *Trades-Union* prenait en sérieuse considération la

(1) Par la circulaire du 19 décembre 1868.

lutte que voulaient soutenir nos camarades de Sotteville, et décidait de subvenir aux besoins de la grève, avec la même ardeur qu'il soutenait chez lui les grandes luttes dont sortaient désormais vainqueurs les ouvriers anglais, grâce à leur organisation corporative.

Malheureusement la masse des grévistes ne comprenant pas l'importance de l'appel que nous venions de faire en sa faveur, mit bas les armes; par ce fait, elle continua de remplir le rôle que jusqu'alors les ouvriers de nos contrées ont joué, c'est-à-dire celui de race moutonnaire et effrayée, sans motifs aucun, de la houlette du Berger roi industriel. Elle crut ne pouvoir aller plus loin, et sans vouloir attendre les secours immenses qui se dirigeaient vers elle, elle capitula.

Il est vrai que l'ennemi, plus confiant dans sa force, entretenait des intelligences dans la place, afin de faire céder les assiégés.

Au point de vue moral, le Cercle doit des remerciements à M. Bertel, car jamais grève n'aida puissamment à développer le mouvement corporatif comme ses tentatives de révolte économique contre les intérêts généraux du prolétariat. L'arrivée inopinée des secours locaux révéla à tous les dignes grévistes restés sur la brèche, ainsi qu'aux ouvriers des autres professions, toute la puissance de l'institution corporative, et, depuis cette lutte éphémère, des milliers d'ouvriers viennent de jeter, dans l'arrondissement, les bases de la prévoyance au point de vue des salaires: Rouen, Elbeuf, Darnétal et tous les pays environnants, organisent la mutualité des intérêts économiques des masses travailleuses.

Nous sommes profondément convaincus que, grâce aux lois sur la coalition et le nouveau droit de réunion, ce mouvement ne s'arrêtera plus; aussi nous permettons-nous de dire à tous nos frères: Courage! continuez cette organisation de l'UNION et notre affranchissement politique et social est proche.

Avant de terminer ce coup-d'oeil rétrospectif sur la grève de Sotteville, nous ajouterons quelques mots pour bien faire comprendre ce que nous entendons par corporation.

Beaucoup de personnes, peu familiarisées avec les études économiques et les études philosophiques de l'histoire, se sont écriées, en voyant et entendant le mot *corporation*: «*Qu'allez-vous faire? relever ce que 89 a détruit avec tant d'enthousiasme! y songez-vous? Faire renaître ce que nos pères avaient en horreur! Et vous vous appelez hommes de l'avenir!!!*».

D'autres, allant plus loin, sans être toujours d'une entière bonne foi, ajoutent gravement que les corporations sont mortes avec la féodalité nobiliaire et cléricale et qu'elles ne pourraient se relever, parce que, disent-ils, les mots ne ressuscitent point.

Cependant il nous sera permis de dire, aux uns comme aux autres, qu'au point de vue physiologique et psychologique, rien ne meurt, tout se transforme; et s'il fallait énumérer toutes les institutions qui se sont relevées sous d'autres noms, avec des formes diverses, nous dépasserions la mesure du cadre que nous avons donné à cet avant-propos d'un prochain travail.

Oui, tout se transforme sous l'action immortelle de l'esprit et de la matière, et les transformations ne sont acceptées, dans l'ordre des faits historiques, qu'à la condition qu'elles constituent un progrès; hors de là elles n'ont point leur raison d'être et ne vivent pas, c'est-à-dire se décomposent rapidement.

N'ayant aucun préjugé, même pour les mots, nous n'avons pas nécessité à appeler corporation ce qui constituait un corps, et, semblable aux agrégations de molécules qui constituent le corps humain, nous nous sommes demandé si tous les ouvriers qui composaient une profession n'étaient pas les molécules aujourd'hui désagrégés du corps professionnel; enfin, si nous tentions de les agréger, ne formerions-nous pas un corps compact, homogène, capable de résister aux influences délétères de l'atmosphère industrielle dans laquelle vivent tous ceux qui ne doivent leur existence qu'à l'activité de leurs bras, surtout si, comme le fait la nature, nous laissons à chaque molécule professionnelle la même liberté d'action que celle dont jouissent les molécules qui constituent tous les corps.

Agissant dans ce sens, devons-nous donner une autre appellation qui puisse mieux définir notre organisation? Nous répondons: Non!

Mais ce qui caractérise le mouvement ouvrier de notre époque et qui nous donne le droit de défendre la forme corporative, c'est qu'il est le résultat d'une démonstration scientifique, c'est qu'il est né du souffle rénovateur qui agite le dix-neuvième siècle et doit infailliblement aboutir à l'affranchissement complet du serf de l'industrie moderne. Produit de la science, c'est-à-dire de l'expérience, il accomplira sa révolution par les voies pacifiques, à moins alors que d'aveugles préjugés ne veuillent arrêter sa marche ascendante, ce que nous nous refusons à croire.

Nous venons de dire que la science seule dirigeait notre ligne de conduite; nous allons le prouver afin que nos adversaires ne nous accusent pas de reviviscences féodales.

Les corporations anciennes, organisées d'après la forme politique qui les subalternisait, ignoraient le premier mot du progrès. Comme l'antique Egypte, on ne distinguait le style de leurs travaux industriels que par période de trois siècles, et les ouvriers embrigadés dans cette organisation ne connaissaient la plupart du temps du progrès que les génuflexions à faire en face du prévôt des marchands ou du gouverneur de la cité; l'apprenti, pour devenir ouvrier, dépensait, avec son intelligence, d'abord une somme d'argent souvent impossible à trouver pour sa famille, ensuite, ce qui à nos yeux était bien plus terrible, il était obligé de subalterniser complètement sa personne, c'est-à-dire d'annihiler sa dignité en se prosternant devant le prestige du maître, et enfin, s'il désirait conquérir ce grade, c'était alors une suite de vicissitudes que sur cent ouvriers un seul pouvait à peine vaincre, à moins que quelque protection ne vînt lui entrouvrir les portes du privilège dont était littéralement composée l'institution de la maîtrise.

On peut même affirmer que le compagnonnage est né de cette infernale organisation qui fermait complètement les portes de l'avenir à tous ceux qui n'avaient de fortune que dans leurs bras. L'institution du compagnonnage remonte très haut dans l'histoire, mais cependant n'apparaît qu'aux époques où le privilège devient de plus en plus insupportable; comme, par exemple, à l'insolence des barons de la féodalité succède l'insultant mépris des émancipés de la commune qui, disait-on, seront toujours les bêtes de somme de l'humanité. Aussi, pour ces derniers, instruction, jamais! famille tolérée, mais à la merci des plus forts par l'argent et, ajouterons-nous, par la ruse.

Les corporations, depuis le moyen âge jusqu'en 1789, ont eu beau lutter contre le bon plaisir royal et nobiliaire, jamais elles n'ont pu affranchir de l'écrasante et honteuse tutelle qui les maintenait dans un statu-quo éternel, et viciait le principe de solidarité qui soutenait la lutte qu'elles entreprenaient contre la centralisation monarchique de l'époque; il a fallu toute l'énergie des philosophes de la Réforme pour en finir une bonne fois avec le despotisme politique et religieux sous lequel étaient courbées les classes inférieures de la nation française depuis quatorze siècles.

Enfin la coupe déborde, et la bourgeoisie, chez qui la dignité, c'est-à-dire la capacité, était complètement développée, tente un dernier effort, appelle à son aide le serf de la taille et de la glèbe, et, furieuse de ne pouvoir être prise au sérieux, alors qu'elle renfermait dans son sein l'élite de la pensée et aussi de la justice, soulève toute la masse nationale et renverse, non sans peine, le colosse valétudinaire; puis, dans cette chute, entraîne avec les abus ce qui soutenait l'énergie d'alors, la *solidarité des intérêts*, et, croyant que le principe politique et religieux de la monarchie de droit divin était seul cause de toutes les turpitudes que l'on venait heureusement de faire disparaître, met à la place le fameux et immortel principe de l'égalité civile et politique qui, à cette époque, paraissait être seul assez puissant pour empêcher de voir renaître les abus tombés sous le vent de la grande Révolution.

Mais à peine ce principe est-il proclamé, que la vainqueur commence le premier à lui porter atteinte en réservant pour lui seul par la puissance naissante du capital, la direction politique, civile et commerciale de la société nouvelle.

Depuis cette heureuse époque le serf de la veille est devenu peu à peu le prolétaire de nos jours; après avoir aidé à supprimer les abus de la féodalité politique, il est devenu, à l'insu, nous voulons bien le croire, des vainqueurs de 89, la victime de la féodalité industrielle qui a pris naissance à l'époque où parurent les premières sociétés en commandite, à peu près vers 1845.

Et pour prouver que nous ne cherchons pas à assombrir de parti pris le navrant tableau de l'esclavage industriel que subit l'ouvrier moderne, nous citerons un fait que nous sommes à même de prouver. Il y a

quelques semaines, dans une grande manufacture des contrées environnantes, une ouvrière tisseuse, en vertu des règlements léonins imposés par le chef de l'établissement, dont nous voulons taire le nom par pudeur, qui avait gagné dans sa quinzaine une somme de trente francs, fut forcée de payer vingt six francs cinquante centimes d'amendes. Il est même arrivé dans le même établissement des cas où l'ouvrière était obligés d'ajouter dix ou quinze centimes de plus qu'elle n'avait gagné pour parfaire le chiffre des amendes qui lui étaient infligées. Dans beaucoup d'établissements installés dans la même contrée, la moyenne des amendes s'élève de quatre à six francs par quinzaine.

Certes, après de pareilles citations on peut ne pas craindre d'affirmer que l'ouvrier de nos jours n'a rien à envier à l'esclave ancien dont le maître, tout en le regardant comme sa chose, lui donnait du moins sa nourriture.

Voilà le résultat de l'anarchie économique dans laquelle tourbillonne la société moderne, qui pourtant s'extasie devant le progrès des découvertes scientifiques. Construite d'antinomies, elle croit être la synthèse de l'idéal des sociétés!

Nous n'accuserons personne d'être l'auteur direct d'une organisation aussi désastreuse pour les ouvriers: nous savons que c'est le développement logique de l'humanité vers de nouvelles destinées, dont le but est l'affranchissement intégral de tout ce qui vit en travaillant; et par travail, nous entendons l'émanation de la pensée unie aux forces physiques du corps, et qui constituent véritablement l'homme. A la science sociale, seule, appartient le droit et le devoir d'accomplir cette grande et inévitable transformation.

Donc, le monopole depuis vingt-cinq ans s'est, à l'aide des commandites ou associations des capitaux, développé d'une façon très inquiétante, pour l'avenir non-seulement de l'ouvrier, mais encore, de la société toute entière.

Aujourd'hui, comme avant 89, il n'est plus possible à l'ouvrier de se créer un avenir souriant: toutes les sphères de l'activité sociale lui sont hermétiquement fermées; de par le monopole, toute ascension lui est interdite, n'en déplaît aux optimistes complaisants d'un système économique qui les fait vivre, sans autre soucis que de se créer de nouvelles jouissances.

Regardons autour de nous: n'apercevons-nous pas qu'il faut, pour créer une industrie, d'immenses capitaux, et que ce n'est qu'en faisant appel à la commandite qu'il est possible de lui donner vie. Quelle est la place de l'ouvrier dans cette organisation? Tout le monde ne pourra répondre autrement qu'en lui désignant la machine dont il sera le subalterne.

Une anomalie qui frappe d'étonnement tous les économistes socialistes, c'est de voir le créateur de capitaux devenir l'esclave honni par ces mêmes capitaux; nous croyons que peu d'économistes aujourd'hui oseraient soutenir que sans le travail le capital pourrait exister, puisque, ainsi que nous l'avons dit ailleurs, le capital est du produit accumulé. N'est-il pas évident que c'est le producteur qui est le vrai capitaliste? et cependant c'est le contraire qui existe. A part quelques rares exceptions, tous les capitalistes sont généralement des individualités vivant de la rente sans rien produire par eux-mêmes. Hâtons-nous d'ajouter, dans la crainte d'être mal compris, que nous ne les accusons nullement; ils sont le fruit d'un principe dont la base repose sur la prélibation exercée par le capital sur le travail, et qu'il est réservé à l'économie sociale de faire disparaître. En un mot, la prélibation du capital sur le travail est pour ce dernier ce qu'était l'inégalité politique avant 1789 pour la bourgeoisie.

C'est donc à s'affranchir de cette lourde et écrasante iniquité que se préoccupent aujourd'hui les travailleurs de tous les pays, parce que c'est la seule cause qui arrête le développement de l'humanité vers ses destinées ultérieures, et qu'en la laissant subsister, c'est faire reculer la société en deçà de 89.

La différence des époques établit la différence des moyens: en 1789 les armes meurtrières, en 1869 les armes pacifiques; aux premiers la poudre et le plomb, aux seconds l'emploi de la plus importante conquête politique du dix-neuvième siècle: nous avons nommé le *suffrage universel*! Oui, par le suffrage universel, discipliné par la corporation, qui est l'apprentissage administratif du travailleur, nous pouvons vaincre tous les obstacles qui s'opposent encore à notre affranchissement.

Par la corporation, ou solidarité des opprimés du monopole, le suffrage universel envahira toutes les administrations, ainsi que les corps délibérants, et alors force sera bien de reconnaître qu'en dehors du travail organisé scientifiquement il n'y a aucune société possible.

Pour achever de faire comprendre que la corporation moderne repose sur des principes de justice, c'est que toutes les sociétés ouvrières de l'Europe ont décidé, par leurs représentants aux différents congrès qui se sont tenus depuis plusieurs années, qu'il fallait désormais marcher vers l'unité de salaire, qu'il ne faut pas confondre avec l'égalité prônée par une certaine école, qui n'a rien de commun avec la science économique; et que, par cette unité, le travail arrivera à équilibrer relativement la nature des produits, niée par les économistes bourgeois et affirmée par les économistes socialistes: c'est dire que toutes les sociétés ouvrières qui s'organisent en vue de l'affranchissement déclarent ne jamais dépasser, dans l'évaluation de leur salaire, la moyenne de tous les autres producteurs.

En conséquence, tout principe qui s'appuie sur la justice et qui peut en démontrer la preuve est un principe certain de triompher, la vérité ne pouvant jamais périr.

Et comme conclusion, nous déclarons réprouver toute politique qui aurait pour résultat de nous faire abandonner l'obtention des réformes que nous voulons conquérir.

Nous déclarons, en outre, que toute tentative contraire à nos aspirations est regardée par nous comme un piège tendu à la bonne foi des ouvriers; et, en effet, il nous est permis d'affirmer que depuis quatre-vingts ans nous n'avons généralement joué que le rôle de niais dans les différentes commotions politiques qui ont ensanglanté inutilement notre malheureuse nation.

Organiser le travail en vue de sauvegarder les intérêts de ceux qui le représentent.

Jeter les bases de la solidarité des métiers, par l'adoption d'un tarif ramenant les industries diverses au même étalon de moyenne des salaires.

Voilà le but primordial du mouvement corporatif; et, dans la seconde et dernière partie, la conquête par le vote de toutes les libertés politiques et économiques qui font encore défaut au complet affranchissement de la classe ouvrière.

*Suit le bilan financier de la grève Bertel.*

-----

*A tous les souscripteurs de Paris et des contrées qui environnent Rouen, qui par leur concours, ont allégé les souffrances des ouvriers et ouvrières de la grève de Sotteville-lès-Rouen.*

Chers compagnons de lutte,

Le Cercle d'études économiques de l'arrondissement de Rouen est heureux de pouvoir vous adresser ses sincères remerciements pour le concours empressé que vous avez prêté à nos malheureux camarades de Sotteville-lès-Rouen. Victimes d'un attentat contre les intérêts sacrés de leur existence, représentés par leurs salaires, ils avaient cru sans organisation aucune pouvoir entreprendre de résister aux exigences du monopole industriel, ainsi que l'expliquent nos comptes-rendus ci-dessus; ils ont appris à leurs dépens que la grève était un instrument de guerre et comme tel ne pouvait être employé qu'à la condition d'être sagement organisé.

Cependant, la lutte que nos frères viennent de soutenir a porté ses fruits, malgré la négation de ses résultats matériels; car, au point de vue moral, elle a montré à tous les ouvriers de nos contrées que le temps de la doctrine reposant sur l'individualisme absolu était passé, et qu'en présence de la concentration exagérée des capitaux il n'y avait pas d'autres moyens de vaincre qu'en fondant la solidarité non-seulement dans la profession, mais en établissant une fédération de corporations s'opposant en masse à la violation criminelle de la plus respectable des propriétés: le salaire de l'ouvrier.

Depuis cette mémorable lutte du travail contre le capital, la classe ouvrière de l'arrondissement songe sérieusement à se mettre à l'oeuvre, l'empressement que vous avez tous mis, chers compagnons, à accourir au secours des grévistes rouennais a fait ressortir l'importance de la cause que nous défendons tous. Encore quelques mois et les victimes de la centralisation financière et industrielle auront fondé très sérieusement la solidarité des intérêts des prolétaires et l'avenir des producteurs sera donc enfin assuré sans craindre aucunement les menaces perpétuelles de la féodalité industrielle de notre époque.

À vous, chers compagnons, revient tout l'honneur de cette éclatante manifestation qui n'avait point encore eu lieu dans la vieille cité normande. Nous vous devons à tous le témoignage le plus énergique de notre profonde reconnaissance.

Recevez, nous vous prions publiquement cette marque de sympathie et de gratitude sincère que le Cercle a l'honneur de vous adresser au nom de la cause qu'il propage et défend parmi les nombreux soldats qui composent la grande armée industrielle qui agite, vivifie et entretient l'existence de nos riches contrées.

Nous croirions manquer à notre devoir si nous n'adressions tout particulièrement un sympathique hommage aux ouvrières tisseuses de Rouen et des environs qui ont montré en cette circonstance combien est grand l'esprit de solidarité parmi celles qui savent apprécier que là où le salaire fait défaut, la misère règne en maîtresse, et la famille, privée du nécessaire, ne tarde pas à devenir la proie de l'indignité et de la honte, sous les plus hideuses formes: mendicité, prostitution. En accourant si vite au secours de vos sœurs et de vos frères, vous avez pensé, courageuses ouvrières, à la détresse de la mère de famille qui, sans votre bienfaisant prêt, n'aurait pu satisfaire les indispensables besoins de ses enfants.

Que votre désintéressement soit un exemple et une leçon pour les hommes qui ne cherchent point à relever leur courage, abattu par les stériles combats de la politique, en entrant franchement dans l'arène de la lutte du travail contre le capital, muni du critérium que la science sociale a donné à quiconque veut vivre en travaillant.

Puisse votre noble concours faire réfléchir les tièdes et les animer d'un saint amour de prendre sérieusement en main la défense de leurs enfants, qui demain leur demanderont ce qu'ils auront fait pour assurer leur avenir moral et matériel.

Au nom de la justice de notre cause, le Cercle vous prie de recevoir son cordial salut et l'expression de sa sincère gratitude.

Nous devons aussi aux ouvriers de la Grande-Bretagne une reconnaissance éternelle, pour les secours qu'ils se préparaient à nous envoyer, les manifestations que les *Trades-Union* et le *Conseil général de l'Internationale des travailleurs* ont fait à notre égard démontrent aux incrédules et à nos adversaires qu'il n'y a plus de barrières entre les peuples; à l'exemple du capital, le travail n'a plus de patrie, la cause est commune dans la défense des opprimés, comme elle est dans l'exploitation. Malheureusement pour cette dernière, son existence est menacée très sérieusement, car ses victimes savent maintenant, que sans le travail, le capital est une lettre morte, et le temps n'est pas éloigné où contrairement à ce qui se dit aujourd'hui, le travail pourra hardiment dire à son tour à l'oisif: sans mon labeur tu mourrais de faim, tu ne dois ton prestige, qu'à l'ignorance de ceux qui me représentent.

A vous aussi, braves et courageux ouvriers de Manchester, de Liverpool et de Londres, merci de votre généreux concours. A bientôt l'occasion de vous montrer que la reconnaissance est chose familière aux laborieuses populations de la Normandie.

Au nom de la solidarité des ouvriers de tous les pays, le Cercle vous adresse sa cordiale sympathie.

Pour le Cercle d'études économiques de l'arrondissement de Rouen,

*Le Caissier: P.JULIEN; le Secrétaire de Correspondance: E. AUBRY.*